



CONVENTION PARTENARIALE
ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU HAUT VAL D'OISE

La présente convention est établie entre :

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, Etablissement public à caractère administratif dont le siège social est situé au 39bis-41 rue de Châteaudun, 75009 Paris, représenté par son directeur général Monsieur Laurent PROBST autorisé à signer la présente par délibération du Conseil d'Administration n°20211209-319 en date du 9 décembre 2021

Ci-après dénommée « **ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS** »,

d'une première part,

ET

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise, dont le siège est situé au 16 Rue Nationale 95260 Beaumont sur Oise, représentée par sa présidente, Madame Catherine BORGNE autorisée à signer la présente par délibération n° 2024-038 en date du 17 juin 2024

d'une deuxième part,

Ci-après dénommée « **Communauté de Communes du Haut Val d'Oise** » (CCHVO),

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et La communauté de communes du Haut val d'Oise étant ci-après désignées conjointement par « les Parties ».

Table des matières

Préambule.....	3
Article 1 - Objet de la convention.....	3
Article 2 - Liste des contrats et des lignes de bus desservant le territoire	3
Article 3 - Le comité de suivi annuel	4
Article 4 - Modifications du service de référence et programmation de l'offre	4
Article 5 - Mise à disposition de biens par la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise	7
Article 6 - Rôle de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise dans le fonctionnement de l'exploitation des lignes de bus	7
Article 7 - Communication.....	12
Article 8 - Le numérique au service d'une mobilité durable et inclusive.....	14
Article 9 - Recours à la procédure d'avenant	17
Article 10 - Engagements financiers de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise	17
Article 11 - Date d'effet de la convention et résiliation	18
Article 12 - Durée de la convention.....	19
Article 13 - Règlement des litiges	19
TITRE I - Table des Annexes.....	21

Préambule

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise souhaite, dans le cadre des compétences reconnues à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, continuer à participer activement à l'amélioration et au développement des transports collectifs publics sur son territoire.

Dans cet objectif, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise déterminent, par la présente convention, le rôle que l'EPCI-entend jouer dans le fonctionnement quotidien des lignes de bus d'exploitation passés entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et les opérateurs de transport, ainsi que sa participation financière à l'exploitation desdites lignes.

Ainsi, dans ce cadre, les Parties affirment leur volonté partagée de mettre en place une offre de transport collectif routier adaptée aux besoins de mobilité du territoire, dans de bonnes conditions socio-économiques, et de travailler à la qualité et à la performance du service rendu. Elles inscrivent leurs relations dans un partenariat fondé sur la transparence et la clarté des engagements de chacun.

A travers ses documents de planification (Plan Local de Déplacement - PLD...) et ses projets urbains, la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise œuvre, aux côtés d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, dans le sens d'une cohérence renforcée entre urbanisme et transports, du développement des transports en commun et d'une meilleure efficacité de la desserte de son territoire.

La présente convention constitue une opportunité de décliner ces ambitions partagées mais n'a pas pour objet de déléguer tout ou partie des compétences d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à la Communauté de Communes du Haut val d'Oise.

Ceci exposé, il est convenu entre les parties et arrêté ce qui suit.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention traduit les rôles respectifs :

- ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES, autorité organisatrice qui fixe, conformément à l'article L. 1241-2 du code des transports, les relations à desservir, désigne les exploitants, définit les modalités techniques d'exécution ainsi que les conditions générales d'exploitation et de financement des services et veille à la cohérence des programmes d'investissement ;
- De la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise.

Article 2 - Liste des contrats et des lignes de bus desservant le territoire

Chaque périmètre contractuel comportant des lignes de bus desservant le territoire du Haut Val d'Oise fait l'objet d'une annexe (Annexe 1) à la présente convention. Cette annexe liste les lignes de bus objet de la convention.

Le réseau concerné est le suivant : Réseau du Haut Val d'Oise (DSP 3)

Pour la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise, seules les lignes citées en annexe (Annexe 1 bis) font l'objet des dispositions de la présente convention.

Article 3 - Le comité de suivi annuel

Pour accompagner la vie du réseau, les Parties de la présente convention se réunissent au sein d'un comité de suivi.

Ce comité sera co-présidé par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Communauté de Commune du Haut Val d'Oise pour le réseau du Haut Val d'Oise.

Le comité de suivi est également composé des autres partenaires institutionnels d'Ile de France Mobilités, participant financièrement au cout des réseaux, et non signataires de cette convention. Leur partenariat est acté par des conventions dédiées, distinctes de la présente convention.

Instance de concertation, le comité aura notamment pour mission de suivre l'exécution de la présente convention.

Le comité de suivi a pour objet la présentation par le ou les opérateurs de transports de leur rapport annuel. Ainsi, le comité de suivi traitera notamment :

- de l'exécution du service réalisé par l'opérateur de transport et de la qualité de service, de la lutte contre la fraude, des incidents d'insécurité, des plaintes des usagers ;
- de la ponctualité, de la vitesse commerciale et des conditions d'exploitation des lignes, à travers leur évolution et des causes d'évolution des temps de parcours allongés ou irréguliers ;
- de l'évolution de l'offre et de la fréquentation sur l'année écoulée ;
- des propositions d'évolution de l'offre de service ;
- de l'accessibilité de l'ensemble des points d'arrêt et de l'ensemble des travaux situés sur le territoire de la Communauté de Commune du Haut Val d'Oise ;
- des coûts du service ;
- et de tout autre sujet à la demande d'une des Parties.

Dans un souci constant de transparence, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS présente le contrat d'exploitation à chaque changement d'opérateur sur le territoire.

Outre le comité de suivi, selon les besoins de l'exploitation, les Parties participent à des groupes de travail sur la vie du contrat, avec ou sans l'opérateur.

Article 4 - Modifications du service de référence et programmation de l'offre

L'offre de transport et le niveau attendu de la qualité de service sont définis par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS dans le contrat d'exploitation.

Pour améliorer l'offre de transport, le contrat d'exploitation prévoit que l'opérateur recherche la meilleure adéquation de l'offre à la demande sur la base d'une analyse régulière de la fréquentation et de l'évolution des territoires. Il est force de proposition pour la mise en œuvre d'adaptations visant à améliorer le service rendu et à optimiser les moyens de production.

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise peut être à l'initiative d'une demande de modification de l'offre de référence. Dans ce cas, ces demandes devront suivre les principes définis aux articles suivants, 4-1 et 4-2.

L'offre de référence peut être modifiée de façon temporaire ou pérenne.

Article 4-1 - Modifications temporaires pouvant conduire à une modification de l'offre de référence

Certaines situations, telles que des travaux de voirie ou des perturbations de service de transport collectif en connexion ou en proximité avec les lignes du service concédé, peuvent affecter de façon significative l'exploitation normale des lignes ou la demande, et nécessiter une modification temporaire de l'offre de référence sur une ou plusieurs lignes.

De même, certains événements exceptionnels (manifestations sportives, culturelles...) peuvent nécessiter des modifications ponctuelles de l'offre.

Dans ces situations, le contrat d'exploitation prévoit qu'il appartient à l'opérateur de transport, averti d'un événement par la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise, d'anticiper l'intégration des contraintes liées à cet événement pour construire une offre au plus près des besoins des voyageurs et de mettre en œuvre les moyens nécessaires.

- S'agissant des modifications à caractère ponctuel et à impact limité, induites par exemple par des contraintes viaires ou des aléas d'exploitation, celles-ci sont mises en œuvre par l'opérateur de transport suite à un accord préalable écrit des collectivités concernées.

Ces modifications ne sont pas prises en compte en tant que modification de l'offre de référence et ne requièrent pas de validation d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

- S'agissant des modifications donnant lieu à une nouvelle organisation de l'exploitation (induisant le cas échéant un ajustement de l'affectation du matériel roulant mis à disposition par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS) et à l'affichage de nouveaux horaires, celles-ci font l'objet d'une validation préalable d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Le financement de la modification temporaire est assuré par le maître d'ouvrage des travaux qui en est à l'origine ou par l'entité qui demande ladite modification, qu'il soit signataire ou non de la convention partenariale. Dans le cas où le maître d'ouvrage ou le demandeur ne prend pas en charge ce financement, le volume d'offre pourra être ajusté pour préserver l'équilibre économique du contrat d'exploitation.

Le financement par le maître d'ouvrage est égal au coût payé par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à l'opérateur de transport pour les kilomètres supplémentaires effectués, sur la base des coûts unitaires marginaux du contrat d'exploitation.

La prise en charge financière est arrêtée par échange de courriers entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et le maître d'ouvrage, au plus tard deux semaines avant l'évènement ou le début des travaux.

Article 4-2 - Modifications pérennes

Les modifications pérennes de l'offre de référence peuvent notamment intervenir dans les hypothèses suivantes :

- mise en service d'une nouvelle offre de transport en correspondance ou sur le territoire ;
- mise en service d'un nouvel équipement générateur de mobilité ;
- création d'un nouveau point d'arrêt dans le cadre d'une modification d'itinéraire d'une ligne ;
- adaptation de l'offre à la fréquentation ;
- adaptation des itinéraires notamment suite à un changement de plan de circulation ;
- modification de l'amplitude horaire.

Toute modification pérenne de l'offre de référence requiert la passation d'un avenant :

- au contrat d'exploitation conclu entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport,
- à la convention partenariale dans le cas d'une modification consécutive de la contribution financière de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise.

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise a la possibilité de demander des études d'adaptation de l'offre bus et de produire, le cas échéant, des pré-études. Ces études permettent d'alimenter les réflexions d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise sur les évolutions d'offre.

Les demandes de modifications pérennes de l'offre de référence formulées par la communauté de communes du Haut Val d'Oise sont analysées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS au regard notamment :

- du niveau de service et de fréquentation préexistants ;
- des renforts déjà mis en œuvre sur le secteur ;
- de l'efficacité de l'opérateur de transport, en particulier s'agissant de la qualité de service assuré ;
- de l'efficacité de l'exploitation des lignes de bus sur le périmètre géographique, mesurée par différents indicateurs relatifs à l'évolution de la vitesse commerciale, de la fréquentation, du taux de charge, du gabarit du matériel roulant, des conditions d'exploitation générales, du taux de réalisation du service et des temps de parcours ;
- de l'estimation du niveau de trafic induit par la modification ;
- de l'intégration de la proposition de modification dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique régionale décidée par son Conseil.

Pour chaque modification pérenne, les conclusions de l'analyse des résultats permettent à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS de valider ou non la demande de modification pérenne de l'offre de référence. En cas de validation de la demande, la participation financière de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise peut être réévaluée.

Article 5 - Mise à disposition de biens par la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise peut conclure une convention de mise à disposition des biens (meubles, immeubles et équipements) avec l'opérateur de transport. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS s'engage à informer la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise du nom du nouvel opérateur de transport, le cas échéant, lors du renouvellement du contrat d'exploitation.

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise communique une copie de la convention de mise à disposition en amont de chaque procédure de mise en concurrence.

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise confie les biens dans un état propre à leur exploitation et effectue tous les travaux lui incombant en tant que propriétaire.

S'agissant des arrêts de bus, l'utilisation du domaine public ne donne pas lieu à redevance.

Article 6 - Rôle de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise dans le fonctionnement de l'exploitation des lignes de bus

Article 6-1 - Suivi de l'exploitation des lignes de bus

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS transmet à la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise chaque année le rapport annuel du ou des opérateur(s) de transport concernant son périmètre.

a. Suivi de la qualité de service

Dans un souci de transparence sur le service rendu par les concessionnaires, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS s'engage à mettre à disposition de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise les résultats des enquêtes réalisées tout au long de l'année pour chacun des contrats d'exploitation. Les niveaux de ponctualité ainsi que les taux de réalisation issus des systèmes d'aide à l'exploitation et à l'information voyageurs (SAEIV) seront communiqués.

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise pourra visualiser ces données d'enquêtes au travers de la plateforme mise à disposition par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

De son côté, la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise pourra réaliser ses propres observations de terrain et informer ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS des manquements du concessionnaire.

b. Suivi de l'usage et de l'offre

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS met à disposition de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise les données suivantes :

- Au titre du suivi de l'usage :
 - o Données de validation disponibles sur l'Open data ;
 - o Etat des lieux annuel et évolution de la fréquentation globale ainsi que l'usage par ligne (fréquentation par titres, par courses, par point d'arrêt, serpent de charge pour les lignes équipées de cellules compteuses). Ces données seront analysées lors du comité de suivi annuel.

- Au titre du suivi de l'offre :
 - o Etat des lieux annuels de l'évolution de l'offre ;
 - o Offre par ligne ;
 - o Régularité ;
 - o Offre non réalisée.

Article 6-2 - Relations avec les voyageurs

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise peut être destinataire de demandes d'information et de réclamations. Elle peut soit transmettre à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pour réponse, notamment lorsqu'il s'agit d'évolution de l'offre, soit y répondre à partir des éléments fournis par l'opérateur de transport, avec copie pour information à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, notamment lorsqu'il s'agit d'un problème de qualité de service.

Par ailleurs, l'opérateur de transport dispose d'une organisation et d'outils lui permettant de répondre aux demandes d'information et aux réclamations qui lui parviennent dans le cadre du contrat d'exploitation.

Article 6-3 - Qualité et performance du service de transport

La gestion du réseau de voirie et des espaces publics est un levier essentiel au maintien et à l'amélioration de la performance, de la qualité de service et de l'utilisation du réseau de bus.

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise n'étant pas compétente sur l'ensemble des voiries du périmètre, elle s'engage à jouer un rôle de facilitateur local, et à coordonner les échanges d'informations depuis/vers les communes adhérentes compétentes pour anticiper les éventuels impacts de modifications de voirie (provisoires ou pérennes), et améliorer les conditions d'exploitation et de circulation des bus sur les voies et espaces publics dont il est gestionnaire.

a. Fluidité du réseau et gestion des feux

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise participe à l'amélioration des conditions d'exploitation et de circulation des bus sur les voies et espaces publics dont elle est gestionnaire.

Lorsqu'elle ne dispose pas de la compétence voirie, elle sensibilise les communes adhérentes compétentes.

b. Aménagements de voirie et des espaces publics

Les partenaires ont pour objectif d'offrir une offre de service de qualité et au meilleur coût. L'objectif sous-jacent est donc d'améliorer la vitesse commerciale et la régularité des bus. A ce titre, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pilote, en lien avec la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise, les études nécessaires au diagnostic des conditions d'exploitation et de circulation des bus sur les voies et espaces publics et à l'identification des solutions correctives.

Ces études font l'objet d'échanges avec la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise et l'opérateur. Dans ce cadre, la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise cherche à favoriser l'harmonisation des politiques de circulation et de stationnement et à réaliser les aménagements convenus avec ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS sur son territoire.

Ces aménagements peuvent être éligibles aux subventions accordées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, relatives notamment à la vitesse commerciale, à la régularité et à la ponctualité, à la sécurité des voyageurs et des personnels, à l'accessibilité, à l'amélioration de la qualité de service et des correspondances.

Préalablement à la programmation effective de travaux, la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise, par l'intermédiaire de ses communes membres informe ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport de tout projet d'aménagement, de requalification, de création ou suppression de voies / d'espaces publics / de stationnement, de manière à évaluer les impacts éventuels sur les conditions d'exploitation et de circulation des bus. La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise par l'intermédiaire de ses communes membres, informe ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport de la suppression des obstacles au passage des bus (plateaux à pentes trop fortes, chicanes trop étroites, bordures de séparation de voies infranchissables, etc...).

L'opérateur de transport peut également formuler des propositions d'aménagements visant à l'amélioration de la circulation des bus.

Dans le cadre de la convention partenariale, il est convenu que les modalités d'information doivent être consignées de la manière suivante :

- Les communes membres communiquent ~~communiquer~~ l'information dès qu'elle est disponible. Il est impératif de partager ces éléments au moins 3 semaines avant le début des aménagements.

La communication peut être réalisée par le biais du canal d'échange mis en place à cet effet (knvo-informations-svc@keolis.com), ou transmise par tout autre moyen aux partenaires énumérés ci-dessous :

- La CCHVO, ~~collectivité concernée,~~
- Île-de-France Mobilités,
- L'ensemble des opérateurs impactés.

c. Aménagements des points d'arrêts

Dans un objectif d'amélioration de la vitesse commerciale, le nombre et l'implantation des points d'arrêts résultent d'une décision concertée entre la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise et ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS prenant en compte la vocation de la ligne et son environnement.

Les modalités relatives aux abris voyageurs et aux poteaux sont précisées en annexe.

Etant précisé que la CCHVO n'ayant pas de compétences « voirie » ou « aménagement de voirie », les points relatifs à ces domaines mentionnés dans la présente convention sont du ressort des communes membres. Le relais entre les communes et Île-de-France Mobilités est assuré par la CCHVO. ~~la collectivité.~~

d. Aménagement des pôles multimodaux

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS intervient aux côtés des collectivités pour améliorer l'aménagement des pôles multimodaux dans le but de favoriser l'intermodalité entre les modes de transport collectif (ferré, tramway et bus), les modes individuels (véhicule particulier, vélo, marche...) ou les nouveaux modes partagés (autopartage, co-voiturage...).

Les objectifs sont multiples : accroître le confort des voyageurs, réduire les temps de correspondance, renforcer la sécurité des cheminements, garantir une place de stationnement etc.

Aux abords des pôles, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS propose ainsi aux collectivités un appui financier et technique pour réaliser des études de pôles. Les aménagements décidés à l'issue des études peuvent ensuite être éligibles aux subventions accordées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Au sein des gares, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS développe et finance, avec les opérateurs, une politique de services pour améliorer le confort des voyageurs via le déploiement de services « socles » pour les déplacements (confort d'attente, accueil des populations à mobilité réduite, signalétique...) ou de services « connexes » (commerces, services publics, crèches...).

e. *Gestion des Eco-stations Bus et aménagement de transport routier de plus de cinq postes à quai (ATR5) (dans le cas du souhait de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise d'intégrer la gestion des Eco-stations Bus dans les contrats d'exploitation)*

Les modalités sont définies en annexe.

f. *Autres coordinations*

- Prévention – Sécurité

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise peut demander à l'opérateur de transport de participer, le cas échéant, aux Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), aux Contrats urbains de cohésion sociale (CUCS), ainsi qu'aux actions de prévention de l'insécurité.

- Centres opérationnels bus

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise et ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS se concertent, le cas échéant, pour traiter des enjeux liés aux centres opérationnels bus (évolutions et transition énergétique).

Article 6-4 - Stationnement vélo intermodal

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS intègre dans les contrats d'exploitation avec l'opérateur de transport le déploiement d'une offre de stationnement vélo en intermodalité, que ce soit sous forme d'arceaux en libre accès ou de consignes sécurisées.

Les équipements seront déployés sous l'égide de la marque VELIGO Stationnement ou sous la marque d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. Les évolutions de la charte graphique permettront dans tous les cas de valoriser les partenariats avec les partenaires locaux.

Les équipements seront dimensionnés en fonction des projections définies dans le cadre du schéma directeur de stationnement vélo en gare et station qui figure en annexe. En revanche, concernant le lieu d'implantation des équipements, ce travail sera fait en concertation avec les différents propriétaires concernés (opérateurs de transport, communes / départements), ainsi qu'avec l'EPCI compétent.

A titre d'information, le stationnement vélo de certaines gares restera sous maîtrise d'ouvrage de la SNCF ou de la RATP, via les contrats liant ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS avec ces deux opérateurs.

Les modalités de déploiement sont précisées en annexe.

Article 6-5 - Mise en accessibilité des points d'arrêts

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS a adopté son Schéma directeur d'accessibilité – Agenda d'accessibilité programmée (SD'Ap) en juillet 2015 et a retenu le principe de la mise en accessibilité d'environ 900 lignes, dont environ 560 pour la grande couronne. Les aménagements pour la mise aux normes des points d'arrêt relèvent de la responsabilité des gestionnaires de voirie et sont réalisés par les maîtres d'ouvrage, notamment par la Collectivité au titre de sa compétence voirie.

Les lignes retenues au SD'Ap constituent un objectif minimal de mise en accessibilité, la communauté de communes du Haut Val d'Oise peut s'engager sur un programme de mise en accessibilité plus ambitieux. Les travaux de mise aux normes des points d'arrêt doivent cependant être priorités sur les lignes retenues au SD'Ap.

La déclaration d'accessibilité d'une ligne auprès d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, qui incombe à l'opérateur de transport, reste conditionnée à :

- Pour les réseaux urbains, au minimum 70% des points d'arrêt desservis sont mis aux normes d'accessibilité pour les UFR (ce seuil étant un minima, l'objectif restant une accessibilité intégrale du réseau) ; pour les réseaux interurbains, la ligne peut être déclarée accessible dès lors que les points d'arrêts rendus accessibles concentrent 50% du trafic en entrée et descente (hors deux points d'arrêts les plus fréquentés) (ce seuil étant un minima, l'objectif restant une accessibilité intégrale du réseau).
- 100% des véhicules de la ligne sont accessibles aux UFR (dotés de palettes manuelles ou électriques) / les véhicules de réserve ne sont pas concernés ;
- Le personnel de conduite doit avoir été formé au fonctionnement des équipements d'accessibilité et à la prise en charge des personnes en situation de handicap et l'information voyageurs mise à jour selon les prescriptions cartographiques d' ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS relatives à l'accessibilité.

Afin que l'objectif d'accessibilité soit atteint, la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise informe les communes qui sont gestionnaires de voirie qu'elles peuvent organiser des réunions ou des visites terrain avec l'opérateur de transport pour les aider à établir un état de l'accessibilité des points d'arrêt et déterminer les aménagements nécessaires à leur mise en accessibilité.

L'opérateur de transport apporte son expertise et contribue à la détermination des aménagements à réaliser. Il se rend disponible pour rencontrer les communes.

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS aide les collectivités maîtres d'ouvrage à financer la mise en accessibilité des points d'arrêt. Celles-ci sont invitées à lui soumettre un dossier de demande de subvention avant le début des travaux de mise aux normes d'un ou plusieurs points d'arrêt. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS étudie les dossiers et décide de l'attribution des subventions au maître d'ouvrage pour ces projets.

L'opérateur de transport doit renseigner régulièrement les arrêts rendus accessibles dans la base de données référentielle d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise incite toute collectivité compétente à renseigner l'état d'accessibilité des points d'arrêts sur leur territoire et le transmet à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS lorsque cette dernière en fait la demande.

Article 7 - Communication

Article 7-1 - Actions de communication

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS invite la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise à lui transmettre son plan de communication en rapport avec les transports collectifs pour l'année N+1 au plus tard au 15 octobre de l'année N.

Pour toute action de communication la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise en rapport avec les transports collectifs, cette dernière applique les principes suivants :

- elle indique que le réseau concerné est ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ;
- la marque majeure de tout type de supports de communication sur le périmètre géographique concerné est la marque ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES, étant précisé qu'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS autorise la présence de la marque de la communauté de communes du Haut Val d'Oise sur tous les supports de communication des lignes desservant le périmètre géographique de la collectivité ;
- Chaque action de communication respecte les prescriptions contenues à l'annexe Charte graphique de la présente convention, pour toutes les lignes desservant le périmètre géographique de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise ;
- La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise associe ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pour l'organisation de tout événement en rapport avec les lignes desservant le périmètre géographique concerné (exemples : inauguration, action de promotion du transport public, présentation d'un nouveau véhicule...) et l'informe au plus tard un mois avant le jour du dit événement.

Ces actions de communication prévisionnelles de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise alimentent les réflexions qu'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS a avec l'opérateur de transport, dans la constitution d'un plan de communication cohérent pour l'année N+1.

La période entre le 15 octobre et le 31 décembre de l'année N est l'occasion d'échanges entre Ile-de-France MOBILITES et son opérateur de transport et entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la ou les Collectivité(s) sur le périmètre géographique concerné.

Le plan de communication est consolidé au plus tard à la fin de l'année N et communiqué par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à la communauté de communes du Haut Val d'Oise au plus tard le 31 janvier de l'année N+1.

Article 7-2 - Espaces publicitaires

La présente convention autorise la collectivité à disposer de cinq mois d'affichage annuel sur les espaces publicitaires des véhicules, à des fins de communication publique. La répartition de cette mise à disposition se fera en deux périodes de deux mois et demi.

Seules les lignes de bus circulant sur le territoire de la CCHVO sont concernées. Dans le cas de plusieurs collectivités signataires, les collectivités sont responsables du partage équitable des périodes de mise à disposition des espaces d'affichage sur matériel roulant pour ses actions de communication préalablement validées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Cette autorisation est reconductible tacitement exceptée en cas de régie régionale, où les espaces publicitaires reviendront à Île de France Mobilités.

Les dates effectives de mise à disposition sont établies lors de l'élaboration du plan de communication annuel, afin de les synchroniser avec les campagnes prévues par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. La définition de ces dates dépend également du mode de gestion de la publicité.

Décision de Récupération par Île-de-France Mobilités :

Île-de-France Mobilités se réserve le droit de récupérer les périodes de mise à disposition des espaces publicitaires des véhicules, avec un délai de dénonciation de trois mois. Cette décision peut être exercée annuellement par Île-de-France Mobilités.

Cette clause est soumise à l'accord mutuel des parties et demeure valide pour la durée de la convention.

Article 7-3 - Habillage extérieur du matériel roulant pour le réseau du Haut Val d'Oise – DSP 3

Le matériel roulant est désormais propriété d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. Dans ce cadre, l'habillage extérieur du matériel roulant doit correspondre aux prescriptions graphiques d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS prévues par la Charte d'habillage en vigueur, s'inscrivant ainsi dans la cohérence du réseau régional.

Toutefois ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS peut, si la Collectivité le souhaite, apposer le logo de la Collectivité sur le matériel roulant.

Le logo de la Collectivité figure alors aux emplacements réservés figurant en annexe de la présente convention.

La Collectivité, si elle souhaite apposer son logo, doit au préalable le soumettre à l'autorisation d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS en lui présentant un prototype.

Si elle obtient l'accord d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, la Collectivité fait son affaire de l'impression de son logo sur l'adhésif adapté. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS demande à son opérateur de transport de procéder à l'adhésion du logo de la Collectivité aux emplacements prévus, une fois son accord donné à la Collectivité et une fois que cette dernière lui aura indiqué la date de réception des adhésifs logotypés. La Collectivité fait livrer ses adhésifs logotypés chez l'opérateur de transport.

Elle informe ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS de tout changement ou modification de son logo, qui est soumis à nouveau à l'autorisation d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS avant toute modification d'adhésif sur le matériel roulant.

Le nombre de véhicules sur lequel peut être apposé le logo de la Collectivité ne peut être supérieur au nombre de véhicules confiés à l'opérateur de transport par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pour le contrat concerné.

Article 7-6 Licence de marque

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS est propriétaire de la marque verbale et semi-figurative ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. Une licence de marque est annexée à la présente convention afin que la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise puisse reproduire les marques d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS sur tous les supports qu'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS aura préalablement validés.

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise devra accorder une licence de marque à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS s'il souhaite apposer son logo sur le matériel roulant. Il procédera à une nouvelle licence de marque en cas de modification de son logo.

Article 8 - Le numérique au service d'une mobilité durable et inclusive

Le recours croissant à la mobilité servicielle permet de répondre à trois objectifs communs à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et à la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise :

- améliorer le service aux voyageurs avec une expérience sans couture et personnalisée ;
- améliorer la connaissance des usagers et des pratiques afin de mieux orienter les politiques publiques de mobilité ;
- catalyser et diffuser l'innovation pour une mobilité durable et inclusive.

Elle doit également permettre de répondre aux enjeux sociétaux forts auxquels ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et les collectivités sont confrontés en matière de mobilité urbaine, telles que l'urbanisation, la pollution, la congestion des axes routiers, l'accessibilité et l'inclusion des personnes à mobilité réduite.

Ainsi, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS porte une triple ambition en termes de mobilité servicielle :

- être un acteur de la mobilité servicielle en élaborant une interface numérique MaaS proposant des informations et médias numériques aux voyageurs ;
- être maître d'ouvrage d'une plateforme de données régionales – PRIM pour Plateforme Régionale d'Information à la Mobilité – destinée aux réutilisateurs de données et services ;
- organiser plus largement la mobilité servicielle en Île-de-France, promouvoir les bonnes pratiques et définir les grands principes d'interactions entre les acteurs, conformément aux orientations des politiques publiques de mobilité.

Article 8.1 : Coopération pour la constitution d'une offre de mobilité et l'échange de données et services numériques relatifs à cette offre

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS met d'ores et déjà à disposition de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise :

- des données relatives aux transports collectifs, disponibles en Opendata ;
- des données relatives aux aménagements cyclables des communes (voies cyclables) ;

- des actions et outils pour développer l'usage des nouvelles mobilités : des outils de pédagogie et de communication auprès des usagers ; outils d'animation (diffusion de bonnes pratiques, mise en relation d'acteurs) ; promotion et subvention de certains modes via des démarches de labélisation (ex : autopartage), conventionnement (ex : covoiturage) et contractualisation (ex : Véligo Location, transport à la demande) ;
- des moyens d'information et de réservation de transport à la demande.

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS propose de coopérer davantage avec la communauté de communes du Haut Val d'Oise en :

- mettant à disposition de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise des données et services susceptibles d'être réutilisés dans le cadre de projets numériques : les données disponibles de circulation et de déplacements des opérateurs de nouvelles mobilité (vélo en libre-service, covoiturage, autopartage) conventionnés et labélisés ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ; les services ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS existants (système de recherche d'itinéraire multimodal, système d'information en temps réel, système d'information sur l'accessibilité des PMR, outil d'authentification Navigo Connect) ; les services ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à venir (outils de gestion de compte, système de réservation et paiement, service de cartographie des points de service en gare, système de géolocalisation des équipements d'intermodalité, système de guidage indoor, etc.) ;
- mettant à disposition des données sur les usages cyclables issues de remontées d'information de capteurs embarqués sur les vélos mis à disposition dans le cadre de contrats de location longue-durée par exemple et par l'utilisation d'applications mobiles pour le vélo, crowdsourcing ;
- aidant la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise à harmoniser les prescriptions dans ses appels à candidature dans le champs des nouvelles mobilités qu'elle promeut (via des contrats, conventions ou labels) ;
- offrant une aide à la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise dans le suivi de la mise en œuvre des opérateurs de mobilité sur son territoire, lorsqu'il s'agit d'acteurs sous contrat / conventionnement/ labélisation ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, et en bénéficiant des audits effectués par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ;
- mettant à disposition des dispositifs de médiation pour rendre les usages numériques plus accessibles au plus grand nombre et notamment aux populations fragiles ;
- accompagnant les démarches d'écomobilité auprès des populations et des entreprises (promotion des acteurs labélisés auprès des agents publics territoriaux ou des salariés, mise à disposition de flottes de mobilités partagées, etc.) ainsi que sur les modes de financement associés (« titre mobilité »).

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise développent ensemble l'intermodalité et la multimodalité entre les transports en commun et les nouvelles mobilités. Dans ce but, la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise est invitée à :

- attribuer des places de stationnement équipées de bornes de recharges électriques aux acteurs de l'autopartage labélisés par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS afin de faciliter leur intégration dans les espaces urbains ;

- rendre plus aisés la circulation et le stationnement du covoiturage et des modes partagés (vélos, trottinettes et scooters électriques) sur son territoire par le développement d'infrastructures dédiées ;
- délivrer aux opérateurs de free-floating une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, après avis d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, conformément à l'article 41 de la LOM codifié à l'article L. 1241-17 du code des transports ;
- interagir avec ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS lorsqu'un cadre de labélisation, de conventionnement ou de contractualisation est mis en place pour une offre de nouvelle mobilité, avant que la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise rende une décision relative au déploiement ou au renouvellement d'une offre sur son territoire, et ce afin de garantir la cohérence de l'offre avec le plan de mobilité, élaboré et adapté en fonction de l'évolution des usages et de l'orientation des politiques publiques ;
- faire remonter à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS des données, via l'interface numérique PRIM, dans un standard ouvert, aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, notamment les données relatives : au stationnement (localisation, nombre de places) ; aux modes conventionnés par la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise (données d'offre, données d'usage, données usagers, dans le respect des dispositions du RGPD) ; aux services d'intermodalité et infrastructures dédiées aux nouvelles mobilités (location et si possible disponibilité) tels que les places de stationnement (vélos, autopartage, covoiturage), les bornes de recharge d'engins électriques, les voies réservées (vélos, covoiturage), etc. ; aux données de comptage (capteurs fixes) de la circulation en voirie, de l'état des routes et du niveau de congestion des axes routiers.

Article 8.2 : Coopération en matière de projets numériques en lien avec la mobilité

ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise peuvent mener des projets d'innovation en collaboration, ainsi qu'avec d'autres partenaires, sur des sujets relatifs au numérique, à la multimodalité, à l'accessibilité, etc.

Si la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise le souhaite, elle peut demander à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS de jouer un rôle de facilitateur ou d'accompagnement à la réalisation de certains cas d'usages qu'il jugerait utile de développer sur son territoire pour répondre aux besoins des usagers. A titre d'exemple, il pourrait s'agir de la mise en place d'applications ou sites dédiés à des entreprises et à leurs salariés. Les données et services existants et mis à disposition par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS sur PRIM devront être réutilisés afin que l'application ou le site développé pour une cible spécifique soit concordante avec l'application MaaS d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pourra également faciliter le développement de partenariats par la mise en relation de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise avec des acteurs partenaires spécialisés, en particulier avec les acteurs conventionnés et labellisés ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Article 8.3 : Coopération en matière de médias numériques multimodaux locaux (MaaS local)

Dans un objectif de lisibilité de l'offre d'applications de mobilités pour l'utilisateur et de cohérence de l'information voyageur à l'échelle régionale, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS n'encourage pas le développement d'applications MaaS locales.

Toutefois, elles peuvent être légitimes au cas par cas, par exemple lorsqu'il s'agit :

- du développement du volet mobilité d'une application générale de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise;
- du développement d'une application dédiée à une cible spécifique comme les touristes.

Dans ce cas-là, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS souhaite être partie prenante. La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise devrait à minima utiliser les données et briques fonctionnelles développées par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et disponibles sur PRIM. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS peut également mettre à disposition de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise, au choix :

- un « kit MaaS local », c'est-à-dire proposer une application clé en main à personnaliser en fonction des spécificités du territoire et des services locaux, sous les couleurs d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ou d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise;
- une brique mobilité clé en main à intégrer dans leur propre application multi-services.

La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise doit mentionner ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS comme source de la donnée et/ou du service, en tant que tiers de confiance vis-à-vis des usagers.

Article 9 - Recours à la procédure d'avenant

Toute modification à la présente convention et/ou à ses Annexes entraînant une incidence financière fait l'objet d'un avenant.

Toute modification à la présente convention et/ou à ses annexes n'entraînant pas d'incidence financière ne fait pas automatiquement l'objet d'un avenant. Une simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) suffit.

Article 10 - Engagements financiers de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise

La rémunération de l'opérateur dans le cadre du contrat d'exploitation couvre les charges résultant des obligations de service.

La rémunération versée à l'opérateur prend en compte un bénéfice raisonnable, conformément au règlement 1370/2007 du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route.

La participation financière forfaitaire annuelle arrêtée pour l'année 2024 de la Communauté de Communes du Haut Val d'Oise au titre du réseau du Haut Val d'Oise est d'un montant de 164 738 € (euros valeurs 2021). Ce montant est versé à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

en € HT valeur 2021
P₂₀₂₁ = 164 738 €

Cette participation n'est pas soumise à TVA.

Cette valeur est actualisée chaque année selon la formule d'indexation suivante :

$$P_n = P_{2021} \times K_n$$

Avec :

$$K_n = a \frac{S_n}{S_0} + b \frac{C_n}{C_0} + c \frac{IPSn}{IPSO}$$

Et:

- a= 0,68
- b= 0,08
- c= 0,24
- S : indice trimestriel Salaires, revenus et charges sociales - Salaires mensuels de base - Transports et entreposage (www.indices.insee.fr ; identifiant : 10562720) ; S0 = 104,275, S0 : moyenne arithmétique des indices entre le 4ème trimestre de l'année n-1 (T4) et le 3ème trimestre de l'année n (T3). Sn : moyenne arithmétique des indices entre le 4ème trimestre de l'année n-1 (T4) et le 3ème trimestre de l'année n (T3)
- C : indice mensuel - Indice des prix à la consommation - Gazole (www.indices.insee.fr ; identifiant : 1764283) ; C0 = 113,915, Cn : moyenne arithmétique des indices entre le 10e mois de l'année n-1 et le 9e mois de l'année n.
- IPS : indice mensuel des prix des services (www.indices.insee.fr ; identifiant : 1764296) ; IPS0 = 105,103, IPSn : moyenne arithmétique des indices entre le 10e mois de l'année n-1 et le 9e mois de l'année n.

La participation est payable à terme échu chaque semestre, soit au 31 juillet et au 31 décembre chaque année, sur la base de titres de recettes émis par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS selon les modalités suivantes :

- L'acompte du 31 juillet ne sera pas actualisé des indices de l'année n.
- L'acompte du 31 décembre comprendra l'actualisation annuelle (premier et second acompte) et sera versé en début d'année N+1 suite à la publication des indices définitifs.

Le premier titre de recettes de l'année inclut le décompte des indemnités arrêtées entre les parties dues au titre de l'Article 4-1 pour l'année précédente.

Les acomptes sont basés sur des années civiles.

Article 11 - Date d'effet de la convention et résiliation

La présente convention prend effet à compter de sa notification par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à la communauté de communes du Haut Val d'Oise.

Une résiliation de la présente convention pourra être demandée par les parties, à tout moment et pour quelque motif que ce soit.

Dans l'éventualité où l'une des parties souhaiterait demander cette résiliation, elle aurait à le faire, par lettre recommandée avec accusé de réception, 12 mois avant que ne prenne effectivement effet cette résiliation. Aucune autre formalité n'étant requise pour la rendre effective.

La résiliation de la convention peut conduire ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS à procéder à un ajustement de l'offre avec son opérateur de transport.

Article 12 - Durée de la convention

La convention a une durée totale de 6 ans plus une année optionnelle en fonction du prolongement du contrat du réseau Haut Val d'Oise.

Etant rappelé que la procédure a la durée prévisionnelle suivante :

- DSP 3. Prise d'effet : 1er janvier 2024. Date de fin : 31/12/2029. Année additionnelle en option.

Article 13 - Règlement des litiges

En cas de litige né de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention, les parties pourront mettre en œuvre, sans que ce soit un préalable obligatoire à toute contestation juridictionnelle, une procédure de conciliation selon les modalités suivantes :

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déferés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

SIGNATAIRES

Établie en 3 exemplaires originaux.

Fait à Paris, le

Pour **ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS**,
Pour le directeur général et par délégation

Pour **La Communauté de Communes du Haut Val d'Oise**
La Présidente

Envoyé en préfecture le 27/06/2024

Reçu en préfecture le 27/06/2024

Publié le



ID : 095-249500489-20240617-DEL_2024_038-DE

TITRE I - Table des Annexes

- **Annexe 1** Liste des lignes et synthèse offre de référence
- **Annexe 1 bis** Liste des lignes concernant le territoire de la CCHVO

La CCHVO n'ayant pas la compétence voirie et aménagement de voirie, seules les communes membres ⁽¹⁾ sont concernées, le cas échéant, par les annexes 2 à 5 :

(1)	Beaumont-sur-Oise	Champagne-sur-Oise	Bruyères-sur-Oise
	Bernes-sur-Oise	Mours	Ronquerolles
	Nointel	Noisy-sur-Oise	Persan

- **Annexe 2** Relative aux modalités des abris voyageurs et des poteaux * Annexe à titre informatif
- **Annexe 3** Relative aux éco-stations bus * *Annexe à titre informatif*
- **Annexe 4** Relative au Véligo * *Annexe à titre informatif*
- **Annexe 5** Listes des biens mis à disposition par la collectivité * *Annexe à titre informatif*

Annexe 1 - DSP 3 - Liste des lignes au 01/01/2024

Code	Code commercial	Type d'offre	Origine - Destination
000-503-002	1304	Offre régulière	VIARMES Fréchet - MONTSOULT-MAFFLIERS Gare
000-503-004	1353	Offre régulière	TAVERNY Collège voie des Sports - CHAUVRY Mairie
000-503-009	1309	Offre régulière	BOUFFEMONT Carrefour - MONTSOULT-MAFFLIERS Gare
000-503-012	1312	Offre régulière	CHAUMONTEL Mairie - GOUSSAINVILLE Gare
000-503-014	1314	Offre régulière	VIARMES Gare - ASNIÈRES-SUR-OISE Baillon
000-503-017	1317	Offre régulière	CERGY Gare de Cergy Préfecture - MERY-SUR-OISE Mairie
000-503-018	95-18	Offre régulière	CERGY Gare de Cergy Préfecture - ROISSY-EN-FRANCE Gare de Roissy-pôle Aéroport
000-503-029	1351	Offre régulière	ST-OUEN-L'AUMONE Lycée E.Rostand - MERY-SUR-OISE Rue du Bac
000-503-036	1316	Offre régulière	PRESLES Gare - L'ISLE-ADAM Centre Commercial le Grand Val
000-503-046	1346	Offre régulière	LE PLESSIS-GASSOT Blancs Manteaux - LUZARCHES Collège A.de Noailles / Lycée G.de Nerval
000-503-047	1347	Offre régulière	SAINT-MARTIN-DU-TERTRE Marie/Les Fontenelles - LUZARCHES Collège A.de Noailles/Lycée G. de Nerval
000-503-048	1348	Offre régulière	FONTENAY-EN-PARISIS Centre - FOSSES Lycée Charles Baudelaire
000-503-049	1349	Offre régulière	NOISY-SUR-OISE Place Gambetta - LUZARCHES Collège A. de Noailles / Lycée G. de Nerval
000-503-050	1350	Offre régulière	MORTEFONTAINE Institut St-Dominique - VIARMES Route de Royaumont
000-503-067	1303	Offre régulière	PERSAN-BEAUMONT Gare - L'ISLE-ADAM-PARMAIN Gare
000-503-069	1301	Offre régulière	PERSAN ZAE Chemin Vert - BRUYÈRES-SUR-OISE Rue de Boran

000-503-070	1302	Offre régulière	PERSAN Félix Millet - MOURS Grands Champs
000-503-072	1356	Offre régulière	BERNES-SUR-OISE Centre AFPA - PERSAN-BEAUMONT Gare
000-503-073	1305	Offre régulière	BEAUMONT-SUR-OISE Mairie - BRUYÈRES-SUR-OISE Rue de Boran
000-503-100	Express 100 Persan Roissy	Offre régulière	PERSAN-BEAUMONT Gare - TREMBLAY-EN-FRANCE Roissypôle aéroport CDG 2
000-503-121	1352	Offre régulière	CHAUMONTEL Cyprien Réthoré - LUZARCHES Collège A.de Noailles/Lycée Gérard de Nerval
000-503-141	1354	Offre régulière	VIARMES Collège Blaise Pascal - ASNIERES-SUR-OISE Baillon
000-503-147	N147	Offre régulière	PARIS Gare de l'Est - PERSAN Gare
000-503-700	Bus Soirée PB	Offre TAD	Bus soirée - Gare de Persan
000-503-701	Bus Soirée CH	Offre TAD	Bus soirée du Chemin Herbu
000-503-900	SC45	Offre régulière	BETHEMONT Ecole primaire - CHAUVRY Ecole primaire
000-503-901	SC46	Offre régulière	JAGNY-SOUS-BOIS Parc du Château - LE PLESSIS-LUZARCHES Ecole A. Fournier
000-503-902	SC47	Offre régulière	LE MESNIL-AUBRY - ECOUEN Collège J. Bullant
000-503-903	SC48	Offre régulière	PISCOP Ponceles - EZAINVILLE Collège Aimé Césaire
000-503-904	SC49	Offre régulière	PUISEUX-EN-France Ruelle du puits - PUISEUX-EN-France Ecole Marcel Pagnol
000-503-905	SC53	Offre régulière	SAINT-BRICE-SOUS-FORET Hameau du Moulin - SAINT-BRICE-SOUS-FORET Collège de Névant
000-503-906	SC50	Offre régulière	SAINT-BRICE-SOUS-FORET Rougemonts RD125 - SAINT-BRICE-SOUS-FORET Collège de Névant
000-503-907	SC51	Offre régulière	SAINT-PRIX Général Leclerc - EAUBONNE Lycée Louis Armand
000-503-908	SC52	Offre régulière	VILLIERS-LE-SEC Mairie - BELLOY-EN-FRANCE Ecole A. Boucher

Annexe 1 Bis - DSP 3 - Liste des lignes concernant la CCHVO au 01/01/2024

Code	Code commercial	Type d'offre	Origine - Destination
000-503-002	1301	Offre régulière	PERSAN ZAE Chemin Vert - BRUYÈRES-SUR-OISE Rue de Boran
000-503-004	1302	Offre régulière	PERSAN Félix Millet - MOURS Grands Champs
000-503-009	1303	Offre régulière	PERSAN-BEAUMONT Gare - L'ISLE-ADAM-PARMAIN Gare
000-503-012	Bus Soirée PB	Offre TAD	Bus soirée - Gare de Persan
000-503-014	Bus Soirée CH	Offre TAD	Bus soirée du Chemin Herbu
000-503-017	1305	Offre régulière	BEAUMONT-SUR-OISE Mairie - BRUYÈRES-SUR-OISE Rue de Boran
000-503-018	1356	Offre régulière * (Hors développements futurs)	BERNES-SUR-OISE Centre AFPA - PERSAN-BEAUMONT Gare



Annexe 1 - Offre de référence

lignes	Total des courses par tranche horaire		Total des cours		Total Kcc par tranche horaire		Total Kcc ligne		Total KTP ligne		
	Type d'offre	[5h30 - 9h00]	[9h00 - 17h00]	[17h00 - 20h00]	[20h00 - 5h30]	[5h30 - 9h00]	[9h00 - 17h00]	[17h00 - 20h00]		[20h00 - 5h30]	
000-503-002	Régulière	3 047	1 113	2 292	0	6 452	59 389	15 644	0	119 527	188 264
000-503-004	Régulière	860	251	142	0	1 253	7 758	3 189	0	12 751	34 884
000-503-009	Régulière	1 434	430	1 146	0	3 010	15 236	3 715	0	30 536	63 281
000-503-012	Régulière	2 510	502	2 259	251	5 522	82 546	16 509	8 332	181 602	305 278
000-503-014	Régulière	2 259	0	2 761	251	5 271	22 771	0	3 133	51 870	84 765
000-503-017	Régulière	3 012	1 255	2 761	502	7 530	41 560	17 315	6 927	103 899	127 957
000-503-018	Régulière	7 332	12 138	6 655	3 719	29 844	320 946	553 671	176 031	1 339 429	1 490 487
000-503-029	Régulière	1 790	1 111	605	0	3 506	12 964	10 928	0	30 614	61 593
000-503-036	Régulière	1 004	1 506	1 004	0	3 514	14 367	27 222	0	55 956	63 870
000-503-046	Régulière	1 253	1 327	284	0	2 864	17 062	22 170	0	43 864	107 307
000-503-047	Régulière	716	469	284	0	1 469	9 910	10 764	0	24 868	53 438
000-503-048	Régulière	358	37	321	0	716	7 907	960	0	17 192	30 979
000-503-049	Régulière	1 253	1 617	426	0	3 296	11 187	12 928	0	27 648	92 165
000-503-050	Régulière	179	216	0	0	395	4 746	5 871	0	10 617	22 372
000-503-067	Régulière	3 216	3 326	3 267	1 004	10 813	32 117	32 885	9 336	106 968	150 393
000-503-069	Régulière	5 719	6 124	4 890	1 608	18 341	64 500	71 189	20 202	212 873	275 490
000-503-070	Régulière	3 795	8 883	3 460	1 608	17 746	64 407	135 114	25 557	281 602	317 646
000-503-072	Régulière	251	251	0	0	502	1 761	1 739	0	3 500	5 897
000-503-073	Régulière	0	1 008	252	0	1 260	0	13 081	0	16 351	19 575
000-503-100	Express 100 Persan Roissy	4 198	5 840	3 696	2 327	16 061	158 745	220 837	88 069	607 413	686 082
000-503-121	Régulière	537	469	142	0	1 148	3 066	3 299	0	7 364	29 215
000-503-141	Régulière	358	358	142	0	858	2 734	4 050	0	7 388	19 264
000-503-147	Régulière	0	0	0	2 920	2 920	0	0	152 059	152 059	196 458
000-503-700	Bus Soirée PB	0	0	0	2 718	2 718	0	0	22 016	22 016	26 451
000-503-701	Bus Soirée CH	0	0	0	510	510	0	0	1 342	1 342	2 878
000-503-900	SC45	142	142	0	0	284	410	411	0	821	6 024
000-503-901	SC46	284	284	0	0	568	869	876	0	1 746	15 818
000-503-902	SC47	716	395	284	0	1 395	4 934	3 169	0	10 239	45 486
000-503-903	SC48	179	37	142	0	358	1 258	325	0	2 831	16 310
000-503-904	SC49	142	142	0	0	284	802	648	0	1 449	7 385
000-503-905	SC53	537	395	0	0	932	1 240	2 101	0	3 342	31 642
000-503-906	SC50	537	216	0	0	753	7 056	2 214	0	9 270	33 145
000-503-907	SC51	358	0	358	0	716	2 744	0	0	4 813	19 867
000-503-908	SC52	142	142	0	0	284	465	480	0	945	10 445
TOTAL		48 118	49 984	37 573	17 418	153 093	975 457	1 193 305	822 938	3 504 704	4 642 109

Annexe 2 relative aux modalités des abris voyageurs et des poteaux

- **Abris voyageurs**

Les abris voyageurs doivent disposer à minima d'un support d'information conforme aux prescriptions du livret « point d'arrêt bus » de la Charte des Supports et Contenus d'Information Voyageurs (CSCIV) (cadre au format A0 minimum et localisé à l'opposé d'une éventuelle assise) et d'une alimentation électrique, notamment aux fins d'en assurer l'éclairage et fournir de l'électricité aux afficheurs dynamiques.

Le support est réservé à l'opérateur de transport pour l'affichage de l'information voyageurs telle que prescrite par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS dans la CSCIV. Il ne peut pas accueillir d'autres types de contenus, ni d'autres types d'informations. La Collectivité garantit l'accès au support à l'opérateur de transport à tout moment et sans demande préalable, par la mise à disposition d'un moyen d'ouverture du cadre en toute autonomie. Les abris voyageurs doivent disposer de panneaux signalétiques conformes aux prescriptions du livret « point d'arrêt bus » de la CSCIV et permettant d'accueillir le nom du point d'arrêt d'une part, et les indices de lignes desservant l'arrêt, d'autre part. Leur format doit être suffisant pour permettre l'affichage des informations dans le respect des normes d'accessibilité en matière de lisibilité et de la charte signalétique d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES. Ils doivent être localisés respectivement sur le fronton de l'auvent et sur chaque profil de l'auvent, à une hauteur inférieure à 2,5m (limite haute du panneau).

L'opérateur de transport est responsable de l'affichage et la mise à jour de l'information voyageurs sur ces supports. La Collectivité est responsable de permettre un libre accès à l'opérateur de transport.

Les abris-voyageurs doivent pouvoir accueillir un dispositif d'information voyageurs dynamique (afficheur). A ce titre :

- une prédisposition d'accroche (notamment en toiture de l'abri) est prévue à cet effet ;
- les arrivées électriques doivent être préexistantes ;
- la structure de l'abri est suffisamment résistante pour supporter le poids des afficheurs actuellement déployés en Ile-de-France ;
- l'abri intègre une prédisposition pour la sortie en toiture des antennes de radiocommunication essentiel pour l'afficheur dynamique (cette prédisposition assure une étanchéité entre l'abris et l'afficheur) ;
- en cas d'impossibilité technique d'arrivée électrique, la toiture de l'abri est suffisamment résistante pour supporter le poids de l'afficheur et d'un dispositif de panneau photovoltaïque.

- **Poteaux**

Les poteaux installés par la Collectivité doivent disposer à minima d'un support d'information conforme aux prescriptions du livret « point d'arrêt bus » de la CSCIV (cadre de 42 cm de largeur d'affichage et au format A3 paysage minimum).

La Collectivité s'engage à réserver le support à l'opérateur de transport pour l'affichage de l'information voyageurs telle que prescrite par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS dans la CSCIV. Il ne peut pas accueillir d'autres types de contenus, ni d'autres types d'informations. La Collectivité garantit l'accès au support à l'opérateur de transport à tout moment et sans demande préalable, par la mise à disposition d'un moyen d'ouverture du cadre en toute autonomie.

Les poteaux doivent disposer d'une tête haute conforme aux prescriptions du livret « point d'arrêt bus » de la CSCIV pour l'affichage du nom du point d'arrêt d'une part et des indices de lignes desservant l'arrêt, d'autre part. Son format doit être suffisant pour permettre l'affichage des informations dans le respect des normes d'accessibilité en matière de lisibilité et de la charte signalétique d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES. Elle doit toujours être positionnée perpendiculairement à la voirie, à une hauteur inférieure à 2,5m (limite haute du panneau).

L'opérateur de transport est responsable de l'affichage et la mise à jour de l'information voyageurs sur ces supports. La Collectivité est responsable de permettre un libre accès à l'opérateur de transport.

Les poteaux doivent pouvoir accueillir un dispositif d'information voyageurs dynamique (afficheur). A ce titre :

- une prédisposition d'accroche est prévue à cet effet ;
- les arrivées électriques doivent être préexistantes ;
- la structure du poteau est suffisamment résistante pour supporter le poids des afficheurs actuellement déployés en Ile-de-France ;
- en cas d'impossibilité technique d'arrivée électrique, la structure du poteau est suffisamment résistante pour supporter le poids de l'afficheur et d'un dispositif de panneau photovoltaïque.

- **Dispositions communes**

L'opérateur de transport est responsable de la conception, l'alimentation, la diffusion/le déploiement, la maintenance, la mise à jour de l'ensemble des contenus d'information voyageurs présent dans les abris-voyageurs et les poteaux d'arrêt.

Dès que la Collectivité constate une dégradation d'un poteau propriété de l'opérateur de transport et/ou d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et/ou des contenus présents dans celui-ci, pour quelque motif que ce soit, la Collectivité informe l'opérateur de transport dans les meilleurs délais et au maximum 24h après la constatation, afin qu'il procède à leur remise en état. L'opérateur de transport procède à une remise en état dans un délai maximum d'une semaine après constatation de la dégradation par son personnel ou celui de la Collectivité.

En cas de dégradation d'un abri voyageurs, d'un poteau propriété de la Collectivité et/ou des contenus présents dans celui-ci dont l'opérateur de transport a la responsabilité, pour quelque motif que ce soit :

- la Collectivité s'engage à en informer l'opérateur de transport dans les meilleurs délais et au maximum 24h après la constatation, afin qu'il procède à la remise en état des contenus dont il a la responsabilité ;
- La Collectivité s'engage à solliciter les collectivités membres ou partenaires propriétaires afin qu'ils procèdent à une remise en état dans un délai maximum d'une semaine après constatation par la Collectivité et/ou l'opérateur de transport de la dégradation d'un abri voyageur ou poteau. .

L'ensemble des responsabilités de l'opérateur de transport sont décrites dans la charte des supports et contenus de l'information éditée par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS au sein du volet Gouvernance de l'information voyageurs aux points d'arrêts bus. La Collectivité est invitée à tout mettre en œuvre pour que l'opérateur de transport puisse remplir ses responsabilités.

La Collectivité facilite les relations avec la structure compétente pour le raccordement au réseau d'éclairage public des poteaux propriété l'opérateur de transport et/ou d'ÎLE-DEFRANCE MOBILITES, dès lors que ces derniers en font la demande, pour les besoins de la diffusion de l'information voyageurs notamment dynamique, aux points d'arrêt. La structure compétente fournit également à l'opérateur de transport, dès lors que celui-ci effectue la demande de raccordement, les horaires de fonctionnement de l'éclairage public. Le coût de l'électricité est pris en charge par la structure compétente. La contribution économique de la Collectivité prend compte de la prise en charge par la Collectivité du coût de l'électricité.

Dans le cadre des aménagements de points d'arrêt sous maîtrise d'ouvrage de ses membres et sous réserve de faisabilité technique, la Collectivité veille à ce que soient mises en œuvre, pour chaque point d'arrêt, toutes les prédispositions nécessaires à l'alimentation électrique future des abris voyageurs ou poteaux.

Lorsque le point d'arrêt est éloigné de toute source d'alimentation électrique et que le coût des travaux de raccordement électrique apparaît disproportionné au regard du coût des travaux d'aménagement, la Collectivité informe ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et lui fournit tout élément démontrant cette impossibilité technique. Une décision commune sera alors prise.

La Collectivité s'engage à ce que ses collectivités membres propriétaires à-retirent les poteaux dont elles sont propriétaires et s'assure de l'installation du poteau d'arrêt de bus unique pour l'ÎLE-DE-FRANCE (poteau francilien), conçu par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITES, dès lors que la demande lui en aura été faite par l'opérateur de transport. Les coûts induits en matière de génie civil par le remplacement des poteaux sera pris en charge par ILE-DE-FRANCE MOBILITES.

La Collectivité s'engage à ce que ses collectivités membres propriétaires ne déploient plus de poteau dès que l'ensemble des points d'arrêt de son territoire auront été équipés avec le poteau francilien. L'ensemble des points d'arrêts nouveaux ou modifiés, seront équipés par l'opérateur de transport d'un poteau francilien, hors points d'arrêt équipés d'abris voyageurs par la Collectivité, conformément aux dispositions ci-dessus. La Collectivité s'engage à ne pas apporter de modification aux poteaux franciliens déployés sur son territoire.

Annexe 3 relative aux éco-stations bus

Article 7-1 - a. Gestion des Eco-stations Bus et aménagement de transport routier de plus de cinq postes à quai (ATR5)

Les Eco-Stations Bus correspondent aux gares routières labellisés sur le périmètre géographique de la Collectivité. Les ATR de plus de 5 postes à quais, constituant une concentration de points d'arrêts bus pour le réseau de transport public.

La gestion des Eco-Stations Bus est actuellement définie par la délibération n°2017/234 du 30 mai 2017. Les principes généraux tels qu'évoqués ici peuvent évoluer avec l'actualisation à venir du Schéma Directeur des Eco-Stations Bus, notamment sur les sujets suivants : modalités d'exploitation, perception de redevance de toucher de quai, rôle d'IDFM dans la gestion des éco-stations bus et ATR... Ces évolutions du schéma directeur des Eco-stations bus auront un impact sur le périmètre technique des missions confiées au concessionnaire et sur les relations entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité.

Les évolutions feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

- **Entretien des espaces publics supports des éco-stations bus**

La Collectivité s'engage à ce que ses collectivités membres prennent en charge la propriété et l'entretien de ces espaces en leur qualité de propriétaire et/ou gestionnaire des espaces publics supports des éco-stations bus et ATR5.

- **Modalités contractuelles et financières de la gestion et l'exploitation des éco-stations bus et ATR5**

L'exploitant principal est défini comme le transporteur gérant le plus de courses en jours ouvrés de base à la date de lancement de la consultation pour le contrat d'exploitation, hors périmètre géré jusqu'au 31 décembre 2024 par la RATP, y compris si les évolutions d'offre changent l'équilibre entre transporteurs en cours d'exécution du contrat.

Différentes situations configuration peuvent se présenter :

- L'éco-station bus (ou ATR5) est gérée par la collectivité en régie ;

Si l'éco-station bus est gérée en direct par la Collectivité (en régie), ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pourra demander à l'opérateur en tant que transporteur majoritaire de prendre en charge, la gestion des équipements et l'exploitation de l'éco-station bus, sous réserve de l'accord de la Collectivité en tant que gestionnaire actuel. Cet accord de la Collectivité pourra intervenir en cours d'exécution du contrat d'exploitation et fera l'objet d'un avenant entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité au sein de la présente convention ainsi qu'entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur au sein du contrat d'exploitation. La reprise du personnel pourra être intégrée à cet avenant le cas échéant.

- L'éco-station bus (ou ATR5) est gérée par un gestionnaire avec lequel la collectivité a un contrat ;

Si l'éco-station bus est gérée via un contrat par la Collectivité, ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS pourra demander à l'opérateur en tant que transporteur majoritaire de prendre en charge la gestion et la maintenance des équipements des éco-stations bus en relais des contrats locaux échus et ce jusqu'à la fin du contrat d'exploitation.

Ce relais conditionné à l'accord de la Collectivité qui se traduira par un avenant en cours d'exécution de la présente convention entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et la Collectivité et du contrat de concession entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et le Concessionnaire. La reprise du personnel sera alors nécessaire et intégrée à l'avenant.

- La gestion de l'éco-station bus (ou ATR5) est confiée à l'opérateur à compter du démarrage de l'exploitation en sa qualité de transporteur principal, ou au jour où IDFM en disposera la maîtrise. Dans ce dernier cas de figure, l'intégration de la gestion au contrat d'exploitation entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur donnera lieu à un avenant.

Quel que soit le scénario évoqué ci-dessus et en cas de reprise de la gestion par un avenant au contrat d'exploitation entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport, ce dernier pourrait s'acquitter de compensations financières pour l'occupation du Domaine auprès du propriétaire en tant que gestionnaire de l'éco-station bus.

Pour effectuer les missions qui lui sont confiées, le Concessionnaire doit occuper le domaine sur titre. ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS propose d'établir un transfert de gestion ou une superposition d'affectation avec l'entité compétente en la matière.

● **Gestion et maintenance des équipements des éco-stations bus ou ATR5**

Le gestionnaire de l'éco-station bus (ou ATR5) aura pour mission la :

- Gestion des locaux d'exploitation (local de pause et/ou toilettes) ;
- Gestion du local d'accueil si présent ;
- Gestion de l'information voyageurs statique et dynamique que ce soit en interface avec les autres réseaux de transport mais aussi en interne à l'éco-station bus (poste à quais) ;
- Gestion du système sonore si présent ;
- Gestion du système de recharge électrique pour les bus si présent ;
- Gestion de la vidéo-exploitation en lien avec le poste de contrôle de l'exploitant ; -
Gestion vidéoprotection, en lien avec les centres de surveillance urbain.

Le gestionnaire de l'éco-station bus (ou ATR5) est également mainteneur des équipements composant l'éco-station bus décrits précédemment.

Le propriétaire du foncier ou l'entité compétente aura pour mission :

- L'entretien/maintenance de la voirie ;
- La gestion et l'entretien/maintenance du bâti (hors fonction transport) si présent ;
- La gestion et l'entretien/maintenance des toilettes publics si présentes ;
- L'entretien/maintenance des mobiliers urbains ;
- L'entretien des éléments végétalisés ;
- La gestion et l'entretien/maintenance des œuvres d'art, si présentes ;
- La gestion et l'entretien/maintenance de l'éclairage ;
- La gestion des éléments de sûreté/gardiennage si présents.

● **Exploitation des éco-stations bus ou ATR5**

Le gestionnaire de l'éco-station bus (ou ATR5) est en charge de son exploitation. Selon la catégorie d'éco-station bus concernée et les exigences de qualité de service définies par le Schéma directeur des éco-stations bus, trois types de mission pourraient lui être confiés :

1. le rôle d'exploitant au sens de l'Autorité de Régulation des Transports

Exploitant (définition issue de la décision 2017-116 du 4 octobre 2017 de l'ART) : L'exploitant est défini comme l'unique personne physique ou morale qui exerce la responsabilité de décisionnaire final pour délivrer les autorisations d'accès à cet aménagement au bénéfice d'entreprises de transport et définir le montant des tarifs qui y sont pratiqués.

2. l'information voyageur, plus spécifiquement la vidéo-exploitation et la vidéoprotection

L'information voyageurs dans les Eco-stations Bus est confiée à l'opérateur de transport désigné par ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS. L'ensemble du cadre contractuel est traité au travers du contrat de commande publique conclu entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport.

Les contenus d'information voyageurs statique et dynamique sont de la responsabilité l'opérateur de transport et seront conformes au Schéma Directeur de l'Information Voyageurs d'ÎLE-DE-FRANCE et notamment aux différents documents prescriptifs d'information voyageurs.

En cas de dégradation d'un support et/ou d'un contenu d'information voyageurs statique et dynamique, propriété de la Collectivité ou d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ou de l'opérateur de transport, pour quelque motif que ce soit :

- l'opérateur de transport procède (pour ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS ou lui-même) à une remise en état dans un délai maximum d'une semaine après constatation de la dégradation par le personnel de l'opérateur de transport ou de la Collectivité des supports et contenus dont il a la responsabilité/la propriété ;
- La Collectivité propriétaire procède à une remise en état dans un délai maximum d'une semaine après constatation de la dégradation par le personnel de l'opérateur de transport ou de la Collectivité des supports, surfaces, garantissant l'information voyageurs et dont il a la responsabilité/la propriété.

3. la présence humaine pouvant être liée aux fonctions d'exploitation transport et/ou l'accueil des voyageurs (information voyageurs, vente de titre...).

L'opérateur majoritaire devra, au besoin, mettre en place la présence, du personnel d'accueil et/ou dédié aux fonctions d'exploitation transport.

Annexe 4 relative au Véligo

Une convention d'occupation du domaine sera signée entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, l'opérateur de transport et le propriétaire du domaine sur lequel est implantée l'offre de stationnement vélo.

A ce titre, il est rappelé que ce service de stationnement vélo est un service public ayant vocation à promouvoir le vélo. A ce titre, la facturation par le propriétaire foncier de redevances symboliques permettrait d'assurer une bonne cohésion dans le déploiement de ces équipements conformément aux prescriptions du nouveau schéma directeur de stationnement vélo en gare et station.

Les éventuels travaux de raccordement au réseau électrique et toutes les démarches administratives potentielles (permis de construire, déclaration préalable) seront réalisés par l'opérateur de transport lié par contrat avec ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS en lien avec les autorités compétentes.

Dans le cas où la Collectivité possède déjà un équipement de stationnement vélo (labelisé VELIGO ou non) réalisé sous maîtrise d'ouvrage locale et que cette dernière souhaite confier la gestion de son espace de stationnement vélo à ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS, ce transfert de gestion pourra être effectué en cours d'exécution du contrat entre ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et l'opérateur de transport. Dans le cas où Ile-de-France MOBILITÉS change de marque pour le déploiement de son offre de stationnement, le changement de charte graphique est également intégré dans les tâches incombant à son délégué au moment de la reprise de l'équipement.

Le transfert pourra être réalisé pour l'entretien et la maintenance des espaces en libre accès et/ou l'entretien, la maintenance et l'exploitation des consignes fermées.

Le transfert pourra être réalisé de manière préférentielle à la fin d'un contrat liant la Collectivité à son prestataire. Toutefois, si la Collectivité souhaite assurer le transfert en cours d'exécution de son contrat de commande publique, cette possibilité reste ouverte. Cependant les modalités administratives et financières d'arrêt anticipé de ce contrat ne seront pas à la charge d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS.

Ce transfert s'accompagne également d'un transfert de propriété de l'équipement dont la valeur nette comptable est fixée à zéro euro.

Le transfert de propriété et de gestion est fixé en concertation avec la Collectivité. Pour les consignes, il correspond a priori à une date d'échéance du contrat d'exploitation de la Collectivité.

Dans le cadre du transfert, les éléments suivants sont également mis à disposition d'ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS et de l'opérateur de transport :

- Equipements dépendants de l'offre de stationnement (éclairage, valideurs, arceaux, racks, toitures et auvents, caméras de vidéosurveillance, supports d'affichage...) ;
- Equipements connexes à la consigne (casiers et autres services aux abonnés, signalisation de position de l'équipement vélo...) ;
- Le stock des pièces de maintenance ;
- Base de données clients ;

Envoyé en préfecture le 27/06/2024

Reçu en préfecture le 27/06/2024

Publié le



ID : 095-249500489-20240617-DEL_2024_038-DE

Données de suivi de l'exploitation et de reporting sous un format permettant son utilisation dans les progiciels les plus répandus.

Annexe 5 – Liste des biens mis à disposition par la collectivité

Annexe à constituer si existence de biens mis à disposition. **NEANT.**